

## Le Golfe : nuages après la tempête

Salame

### Résumé

Le conflit du Golfe est formé de plusieurs guerres en une. Dans la région, ses conséquences politiques, mais surtout humanitaires et économiques, sont extrêmement graves, du fait de l'adoption d'une riposte disproportionnée à l'agression irakienne et des atrocités de la guerre civile qui a suivi. Au delà du gâchis, il faudrait que la victoire des coalisés les encourage reposer en urgence les problèmes de fond, comme la prolifération des armes balistiques ou la résolution des autres conflits, dont on ne saurait faire l'économie avec la diabolisation simpliste de l'Irak, en cours depuis le début de la crise.

### Abstract

The Gulf : Clouds after the Storm, by Ghassan Salamé

In the so called Gulf war, many wars are encapsulated. Responding to the Iraqi aggression, the Allied troops have used a disproportionate amount of firepower. The cost is huge, worsened by the civil war atrocities. This adds to the Allied troops' responsibility in dealing with the area's basic issues such as the proliferation of ballistic and mass destruction weapons or the settlement of other open conflicts. The systematic demonization of Iraq since the beginning of the crisis could not make up anymore for bold initiatives on these basic issues.

---

### Citer ce document / Cite this document :

Salame. Le Golfe : nuages après la tempête. In: Politique étrangère, n°2 - 1991 - 56<sup>e</sup>année. pp. 455-464;

doi : 10.3406/polit.1991.4038

[http://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1991\\_num\\_56\\_2\\_4038](http://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1991_num_56_2_4038)

---

Document généré le 10/06/2016

Ghassan SALAME \*

## Le Golfe : nuages après la tempête

**D**emain, des pays comme la France tireront sans doute plus de fierté d'avoir tenté, jusqu'au bout, d'éviter la guerre du Golfe que d'y avoir pris part. Car, dans le camp opposé à l'agression irakienne, l'histoire de cette guerre aura d'abord été celle d'une *singlemindedness*, celle de George Bush, tout entier attaché à sa proie, sans pour autant que le président américain ne fasse preuve d'une véritable réflexion politique, ni de considérations morales. S'il est vrai que les guerres réveillent des interrogations proprement éthiques, le légalisme américain, trop ostensible pour être sincère, n'en est, au mieux, qu'un pâle reflet.

L'hostilité de Jean-Paul II (et du Conseil œcuménique des Eglises) à cette guerre a été ignorée par les médias, ainsi que les questions posées par des personnes et des groupes dont l'hostilité aux dictatures, et à celle de Saddam Hussein en particulier, était au-dessus de tout soupçon. Le département américain de l'Énergie avait interdit de diffuser son estimation très justement alarmiste sur les effets écologiques de la guerre, de peur de rendre celle-ci moins populaire. L'essentiel n'était ni les vociférations des masses maghrébines, ni les états d'âme de pacifistes européens en mal de cause depuis la fin de la guerre froide, mais se situait dans un débat sur la manière de conduire la guerre, sur ses objectifs réels et ses conséquences ultimes. L'engagement précoce, unilatéral, quasiment irréfléchi, de l'Amérique dans l'option guerrière a interdit ce débat, même au sein de l'Administration. Nous en payons tous à présent le prix.

D'autres pourront tirer les conséquences, pour l'Europe et le Japon, de cette réaffirmation brutale de la puissance militaire et mercantile américaine. Certains pourront réfléchir sur les effets, pour l'évolution interne de l'Union soviétique, de cette illustration de l'unipolarité, même éphémère, des États-Unis. Les entreprises européennes tirent déjà des conclusions amères de la discrimination de l'après-Koweït en matière de contrats et de commerce avec les pays du Golfe, observant avec plus de lucidité que les politiques le rétrécissement manifeste dans la marge de manœuvre des décideurs locaux. Nous parlerons surtout de la région, même si, à l'heure actuelle, certaines conclusions peuvent paraître prématurées.

\* Directeur de recherche au CNRS, professeur à l'université Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris.

### Les trois guerres

La guerre du Golfe est terminée. Mais de quelle guerre parle-t-on ? En réalité une guerre en chasse une autre. La guerre Irak-Iran a duré huit ans, puis, à partir du 2 août 1990, l'occupation du Koweït a commencé, ouvrant la voie, à partir de la mi-janvier 1991, à trois guerres successives.

Il y a d'abord une guerre qui n'a pas eu lieu, c'est la guerre pour la libération du Koweït. Tout le jeu de Bagdad était de l'éviter. D'où la décision irakienne dès la mi-janvier 1991 de « sauver » les avions militaires en les envoyant en Iran, de cacher les autres, de ne pas utiliser le chimique, en un mot de faire le gros dos. Ensuite, quand l'offensive terrestre a commencé en février, on a assisté à une véritable dérobade : Saddam Hussein a entamé sa retraite du Koweït bien avant de l'annoncer. D'où l'inexistence de troupes d'élite ou de véritables unités blindées pour affronter les troupes alliées au Koweït. Le président irakien s'est contenté de mener quelques batailles marginales pour couvrir sa retraite. Sinon, les dizaines de milliers de soldats piégés au Koweït, des réservistes en majorité, restaient sans moyens de se battre. Leurs armes individuelles manquaient parfois et il y avait fort peu d'officiers parmi les premiers milliers d'Irakiens à se rendre. Saddam Hussein n'a pas fait la guerre du Koweït. Celle-ci n'a simplement pas eu lieu, faute de combattants.

Cette tactique irakienne s'est révélée au mieux infantile, comme si le chef de l'Etat était le dernier à croire sa propre propagande. N'avait-il pas lui-même affirmé qu'au-delà de la libération du Koweït, il y avait une volonté américaine de détruire l'armée irakienne ? N'avait-il pas lu les innombrables indications américaines considérant un retrait irakien opéré avant le 15 janvier comme un « scénario-cauchemar », qui aurait privé les alliés d'un précieux prétexte pour frapper durement la machine de guerre de ce pays ? Il a fallu que les Américains débarquent pour que Saddam Hussein comprenne que l'Occident avait les moyens politiques de stationner des troupes sur une terre arabe et la détermination pour le faire. Il a fallu que les bombardements aériens commencent pour qu'il comprenne que les coalisés étaient effectivement là pour lui faire la guerre. Il faudra que l'attaque terrestre soit lancée pour qu'il comprenne que ses frontières n'étaient pas étanches. Une telle ingénuité relève du crime et les Irakiens poseront certainement un jour des questions à un Thomas aussi mal renseigné qu'entêté.

Si Saddam Hussein a choisi la dérobade au Koweït, c'est sans doute pour éviter la seconde guerre, celle de la destruction de son armée. Mais celle-ci aura lieu. Les 104 000 sorties de l'aviation alliée avaient accompli l'essentiel. Une guerre terrestre de quatre jours sur le territoire irakien lui-même fera le reste : la mise hors combat d'une quarantaine de divisions irakiennes, parmi les meilleures. Le maître de Bagdad a sans doute espéré s'épargner cette bataille en retirant ces divisions au-delà des frontières, peut-être avec de vagues garanties soviétiques de non-poursuite par les alliés. Mais ceux-là les suivront en Irak, frontalement ou à travers le contournement par l'ouest. L'annonce du retrait irakien viendra trop tard pour arrêter ce mouvement dont l'objectif déclaré était la destruction d'une partie substantielle du potentiel militaire irakien.

En arrêtant ensuite l'offensive, George Bush a semblé se rallier aux thèses de Kissinger : rétablir l'équilibre dans le Golfe en diminuant de 40 à 50 % la capacité de nuire de Bagdad (« *Ramenez l'Irak au niveau de la Syrie ou de l'Iran* » avait conseillé le Metternich de New York). Mais, pour ce faire, l'Amérique a choisi le moyen de l'*overwhelming force*, cette projection massive de puissance sur un point donné. Les stations électriques, les ponts, les raffineries, les puits de pétrole (dans le sud), les stations de pompage d'eau, le système d'égouts, des usines indiscutablement civiles, des quartiers résidentiels ont été durement bombardés par un commandement militaire qui, tout en privilégiant les cibles militaires, en a très largement étendu la définition, pour finir par ne pas la respecter lui-même. Si l'Irak n'a pas utilisé le chimique, les troupes américaines ont eu recours au napalm. Les *fuel-air explosives* ont été utilisés par les Américains et non par Bagdad qui en disposait aussi. « *Ramener l'Irak à l'âge de pierre* » était la menace favorite des généraux américains et ils l'ont, assez largement, mise à exécution, comme le premier rapport de l'ONU sur la situation de la population irakienne devait le confirmer. Les Irakiens ont été très durement punis pour l'agression de leur président et le mal qui les a atteints dans leur vie quotidienne est bien plus que « collatéral ».

L'histoire de cette guerre aura été celle, comme l'écrit justement John Chancellor de la NBC, de « *faits mal perçus, de contre-vérités, d'un nuage de mythes et d'erreurs* » car la tactique de l'attaque massive a tenu lieu de politique et c'est là sa faiblesse. « *Mieux valait éliminer le dictateur de Bagdad que de priver les Irakiens de lumière en leur détruisant leurs centrales électriques* », écrira l'éditorialiste du *Wall Street Journal*, un journal qui s'était pourtant distingué, tout au long de la crise, par un discours très belliciste. « *L'Amérique portera longtemps le poids moral d'un bombardement aveugle et disproportionné* » écrit, non un thuriféraire de Saddam Hussein, mais Samir al-Khalil dont le livre (*Republic of Fear*) avait pourtant si complaisamment servi à la diabolisation du maître de Bagdad. Plus explicite encore, la réflexion d'Owen Harries directeur du *National Interest*, revue conservatrice reaganienne s'il en est : « *Le défaut le plus grave dans la politique de George Bush dans le Golfe est sa disproportion. Au vu de la provocation originelle et de son auteur, le niveau de la réaction américaine péchait par son inadéquation grotesque comme si Mohamed Ali au faite de sa puissance avait été envoyé contre un débutant prometteur. Tous les autres points dans l'agenda politique américain ont été gelés ou compromis pour se concentrer sur un problème unique, celui de mettre un pays de 17 millions d'habitants à genoux* ».

Mais il fallait, disait-on, créer un précédent. La disproportion même de la réaction américaine interdit précisément cela. En effet il faudra qu'une agression éventuelle soit commise contre une zone aussi précieuse que celle du Golfe, que les Etats-Unis ne soient pas engagés sur un autre terrain, que les pays de la région et/ou des alliés bien dotés se résignent à payer l'essentiel du coût de l'opération, que des voisins de l'agresseur éventuel soient disposés (ou susceptibles d'être contraints) à permettre le déploiement des forces américaines et, *last but not least*, que le puissant lobby israélien au Congrès pousse clairement dans ce sens, pour qu'un formidable déploiement comme celui-là puisse être répété. De telles conditions pouvant difficilement être réunies, le soi-disant « précédent » du Koweït se réduira probablement à une opération de police excessive et exceptionnelle.

A peine cette guerre suspendue, une troisième a commencé, la guerre civile en Irak, lancée au matin du 2 mars 1991 par des éléments pro-iraniens dans le Sud. Les troubles se sont vite étendus à la plupart des villes irakiennes depuis Kout, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale, jusqu'à Bassorah et Salman non loin du Koweït. Deux jours plus tard, des troubles éclataient dans la zone kurde du nord du pays et plusieurs villes tombaient aux mains des rebelles (« 95 % du Kurdistan irakien » dira Massoud al-Barzani, dans un moment d'enthousiasme). Certains mouvements, sans doute d'une autre nature, auront lieu dans la capitale. Les plus sages des opposants irakiens ont vite compris que le Président ne serait pas facilement écarté. D'autres ont conclu que la double menace chiïte au Sud et kurde au Nord pourrait avoir pour effet pervers de redonner des forces à Saddam Hussein en rassemblant autour de lui, au moins pour un moment, le noyau dur arabe et sunnite des forces armées.

Dans cette troisième guerre, la civile, les troupes alliées ont maintenu une neutralité apparente, en dépit des appels au secours des rebelles. Dans les capitales occidentales, le désir de voir partir le chef de l'Etat le disputait à présent aux craintes suscitées par la nature diverse, souvent non démocratique et anti-occidentale, de l'opposition. Si Paris a montré une certaine compréhension pour les opposants, les Etats-Unis paraissaient plus réticents. Mais ce qui était présenté par le gouvernement américain comme une retenue, était perçu sur place comme le comble du cynisme. Les excuses gênées de Washington ressemblaient étrangement aux tentatives des militaires israéliens de jeter sur leurs supplétifs locaux la responsabilité de Sabra et Chatila, un massacre qu'ils n'avaient fait qu'« observer » du haut des immeubles environnants mais qui, bien entendu, n'aurait pu être possible sans leur invasion du Liban. Si, après une telle répression, Saddam Hussein était contraint à partir, ce pourrait être un succès médiatique pour George Bush, mais qui ne compensera plus les malheurs des victimes.

Washington avait-il perçu les risques de guerre civile ? Nul, en Amérique et ailleurs, ne pouvait les ignorer. Mais, sous le manteau trompeur de la lutte entre une dictature et les démocraties, ce genre de questions était sciemment passé sous silence. Saddam/Hitler doit partir, disait George Bush, encourageant toutes sortes de factions locales à défier le régime de Bagdad, mais n'osant pas se rendre à l'évidence : le choix était bien entre Saddam Hussein et la guerre civile, non entre la dictature et la démocratie. C'eût été trop difficile de dire l'évidence : que les alliés de Washington n'étaient souvent pas plus respectables que le régime irakien, que les Sabah avaient muselé toute expression libre au Koweït et gelé la constitution des années avant l'invasion irakienne, que la société irakienne n'avait connu que des dictateurs, du moins depuis 1958 et qu'il était difficile d'y établir une démocratie au vu de la profonde segmentation de la société et des programmes peu démocratiques, sans parler des compromissions extérieures, de la plupart des groupes d'opposition.

Toutes ces vérités premières ont été enterrées au profit d'une assimilation hâtive, historiquement fautive et politiquement dangereuse avec Hitler, et qui avait pour principal effet de s'interdire toute solution négociée au conflit (Michael Massing a montré, dans la *New York Review of Books*, l'effet dévastateur que cette analogie inexacte a eu sur George Bush). Si le dirigeant irakien était un Hitler, toute solution négociée n'était plus qu'un

Munich. Cet amalgame était fait pour justifier une « leçon » disproportionnée et le recours à l'*overwhelming force*. Saddam Hussein, de son côté, aurait pu déjouer ce véritable piège s'il n'avait pas été prisonnier de son propre discours et si la raison du régime ne devait pas, pour lui, l'emporter toujours sur la raison d'Etat. Mais il a marché tout droit vers le piège qu'on lui tendait. Une fois le dictateur blessé, la guerre civile éclata et des dizaines de milliers de nouvelles victimes tombèrent, sans parler de la panique collective qui frappera les Kurdes. Ce n'était pas une fatalité.

La guerre propre pour la libération du Koweït n'a pas eu lieu, l'affaiblissement substantiel de l'armée irakienne a été effectif mais au prix de destructions civiles injustifiables, la guerre civile a ensanglanté l'Irak sous l'œil vigilant mais passif des Américains. C'est avec ce triple constat que l'on doit scruter l'avenir. Il n'est guère lumineux et le coût financier de la guerre ne fait que l'aggraver.

### **Une région appauvrie**

Cette guerre très moderne a été très coûteuse et, du fait de la crise, les pays de la région vont avoir de sérieux problèmes de financement dus en particulier à la baisse prévisible de leurs recettes pétrolières et, bien entendu, au coût de la reconstruction. On s'attend d'ordinaire à ce que le Koweït remette en marche la grande majorité de ses puits dans un délai de dix-huit à vingt mois. L'Irak, de son côté, devra d'abord faire lever les sanctions sur l'exportation de son pétrole et réparer ensuite son réseau pétrolier, très lourdement touché au sud, un peu moins à Kirkouk. L'Arabie Saoudite entend se lancer dans un ambitieux programme de réarmement, le chiffre de 150 milliards de dollars sur cinq ans a été, au moins une fois, évoqué.

Or, tout indique que les prix du pétrole vont avoir tendance à flancher (au mieux à se stabiliser), du fait de la baisse de la tension régionale, des besoins financiers saoudiens et iraniens, du retour progressif de la production koweïtienne et irakienne sur le marché, du manque de discipline au sein de l'OPEP et de la contraction économique mondiale. L'Arabie Saoudite et le Koweït parlent d'emprunter sur le marché international (ce n'est pas encore fait). Emprunter ne devrait pas être difficile pour les pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe). En effet, les obstacles « islamiques » aux emprunts sont aisément contournables. Mais il se pourrait bien que la stabilisation de l'Irak les amène non seulement à ne pas exiger de lui des réparations de guerre, mais aussi à participer à sa reconstruction. L'Egypte et la Syrie, dont le rôle devrait être important dans le dispositif de sécurité au Golfe, auront aussi leurs exigences.

En d'autres termes, les pays du CCG affrontent une situation où, sans une définition rigoureuse de leurs priorités, ils pourraient devenir des emprunteurs, voire oser l'impensable, établir enfin un système fiscal. Les Saoudiens en parlent mais savent le prix d'une telle mesure : une fronde éventuelle dans des classes moyennes de plus en plus critiques à l'égard de la concentration du pouvoir et des richesses dans les mains des princes. C'est d'ailleurs sur ce point que le débat intérieur est déjà enclenché dans les pétro-monarchies : comment demander des efforts supplémentaires à la population (service militaire obligatoire, élimination des subventions surréa-

listes sur la production agricole, établissement d'un système fiscal, investissement des particuliers dans les grands projets industriels à capital mixte, etc.) alors que les membres des familles au pouvoir ne semblent guère disposés à donner l'exemple ?

C'est cette difficulté financière globale (et les pressions des compagnies américaines) qui explique sans doute pourquoi la « Banque de développement du Moyen-Orient » annoncée par James Baker le 6 février 1991 devant le Congrès n'a pas eu le soutien de la Maison-Blanche. James Baker n'en a plus reparlé depuis et le CCG met du temps à l'adopter. Les espoirs nés durant l'été 1990 concernant les prix du pétrole sont vite retombés. Même sans dommages importants à réparer sur son territoire, l'Arabie Saoudite sort de cette crise financièrement affaiblie. Avant la crise, les Saoudiens espéraient attirer 6 milliards de dollars d'investissements étrangers dans leur pétrochimie à Jubayl ; ces espoirs sont maintenant déçus. En revanche, la crise a fait fuir 11 % des dépôts bancaires et le gouvernement s'est vu obligé d'injecter 4,4 milliards de dollars dans le système financier pour éviter un krach. Les Saoudiens ont dû aussi payer le rapatriement de centaines de milliers de travailleurs étrangers, d'aider des dizaines de milliers de familles koweïtiennes et saoudiennes qui ont fui le nord-est du pays (un coût estimé à 3 milliards de dollars). 13 milliards de dollars en armes ont été achetés aux Américains en 1990. 17 milliards sont prévus en 1991. En septembre, le roi Fahd a promis de payer les dépenses *in situ* des alliés (500 millions de dollars par mois). En janvier 1991, il s'engageait à payer 13,5 milliards supplémentaires pour l'effort de guerre des alliés. Les Saoudiens se sont aussi engagés à fournir 3 à 4 milliards pour un fonds destiné aux pays affectés par la guerre comme la Turquie ou l'Égypte. 1 milliard de dollars a été déboursé pour la Syrie, 1,5 milliard pour l'Égypte sans compter une annulation de dette à l'endroit de ce pays de 6,6 milliards. On estime à 28 milliards de dollars la facture saoudienne de la crise jusqu'au 31 décembre 1990, à près de 65 milliards dans l'ensemble.

Une telle facture n'aurait pas posé de problèmes si le baril de pétrole se vendait à 40 dollars comme on l'avait espéré à partir du 2 août 1990. La crise a certes eu pour effet d'augmenter substantiellement la production saoudienne (5,6 mb/j le 1<sup>er</sup> août ; 8,7 mb/j fin novembre 1990). Mais le prix est vite retombé de 40 dollars en octobre 1990 à 30 dollars en décembre et à près de 20 dollars depuis la mi-janvier et le début des bombardements aériens. A cela il faut ajouter que les Saoudiens ont payé près de 5 milliards de dollars pour pouvoir précisément augmenter leur production.

Ainsi, alors que l'on prévoyait des recettes saoudiennes de 60 milliards de dollars pour 1990, celles-ci n'auraient pas dépassé 40 milliards. A 20 dollars le baril et avec une exportation de 8 millions de barils/jour, les Saoudiens pourraient avoir des recettes de 60 milliards de dollars en 1991. Mais ils auront du mal à exporter ce volume sans casser dramatiquement les prix. Pour les raisons mentionnées plus haut, les experts chiffrent le baril à environ 15 à 18 dollars pour les plus optimistes. D'autres parlent d'un *glut* en cours de formation et d'un prix aussi bas que 13 dollars le baril en 1992.

C'est pourquoi l'Arabie Saoudite (pourtant dans une situation autrement confortable que celle de l'Irak ou du Koweït) doit tirer sur ses avoirs extérieurs, dont l'estimation est très variable (de 40 milliards à 70 milliards suivant les experts). Certes le royaume ne devient pas un Etat pauvre, mais

ses moyens financiers sont, comme on a essayé de le montrer, relativement limités. Il en est de même du Koweït qui a une facture de reconstruction assez sérieuse notamment dans le domaine pétrolier (30 à 40 milliards de dollars), n'a pas vendu une goutte de pétrole depuis le 2 août 1990 et a payé 0,5 milliard de dollars par mois pendant des mois sur sa population en exil. Ne parlons pas de l'Irak qui sort de cette guerre avec des destructions encore inestimables mais énormes et qui y était déjà entré avec une dette extérieure de 80 milliards de dollars, ni de l'embargo qui l'a privé, à partir d'août 1990, de 1,3 milliard de dollars en recettes pétrolières par mois, de ses avoirs gelés pour longtemps ni des réparations de guerre qui pourraient le frapper au profit du Koweït, de l'Arabie Saoudite et... de l'Iran.

Il faut donc savoir être réaliste : les pays du Golfe sont riches de leur pétrole mais la guerre et le *mis-management* économique et financier des dix dernières années n'en font guère des géants économiques. Le secteur bancaire a été fortement affecté par les retraits des dépôts, l'aide aux pays de la région sera réduite (le Liban attend encore le Fonds de reconstruction promis au sommet arabe de Bagdad d'il y a un an). Les effets pourraient être catastrophiques dans les pays précédemment aidés et qui vivaient aussi grâce aux transferts de leur population immigrée dans le Golfe : Palestiniens, Jordaniens et surtout Yéménites. D'autres pays comme l'Égypte ont été frappés par la baisse de ces mêmes transferts et par celle, vertigineuse, des rentrées touristiques. Certains pays s'en tirent mieux que d'autres, mais le Moyen-Orient dans son ensemble sort financièrement très appauvri de cette crise. Seules une remontée des prix du pétrole et une rapide stabilisation politique pourraient limiter les dégâts.

### **Au-delà des fausses victoires**

Au-delà de la région elle-même, il faudra bien sortir de cette phase peu glorieuse, dépasser la facilité des clichés de la guerre et revenir à l'essentiel, c'est-à-dire aux raisons politiques qui ont permis et peuvent encore permettre à ce genre de drames sanglants d'avoir lieu. Le programme est certes long et dur, et l'impatience américaine légendaire. Le leadership américain devrait donc laisser la place à un véritable effort international, et d'abord européen, pour corriger les méfaits du militarisme américain posé en politique et organiser la paix. Quatre questions paraissent prioritaires. Par commodité, elles seront rappelées par ordre alphabétique :

#### *La démocratisation*

Un pouvoir démocratique à Bagdad ne se serait certainement pas mis dans l'impasse multiforme où Saddam Hussein avait placé son pays et n'aurait donc pas commis l'injustifiable agression contre son petit voisin. De là à tirer la conclusion qu'avec des régimes démocratiques la région serait stabilisée, il n'y avait qu'un pas qu'en Occident on a toujours franchi avec joie, pour être très vite désappointé. Il est notable à cet effet que les trois pays dans lesquels un multipartisme effectif était établi au moment de la crise (l'Algérie, la Jordanie et le Yémen) aient produit les deux « rues » les plus favorables à l'Irak.

Cela veut dire que la démocratie n'immunise pas, en soi, contre de tels dérapages. Qu'ils aient ou non le droit d'expression, les Arabes ne sont guère disposés à se désintéresser de la question palestinienne, à accepter



des écarts trop grands dans les ressources entre pays voisins, à se résigner à être marginaux dans le monde. La démocratie n'est donc pas un dérivatif aux revendications nationalistes et ces dernières ne sont pas de simples clichés manipulés par des dictateurs. Il existe un refus profond, authentique, de la désunion arabe, de la mauvaise distribution des richesses, de l'injustice faite aux Palestiniens. La démocratisation pourrait interdire aux gouvernements d'utiliser ces causes : elle ne fera que renforcer leur adoption par les peuples. Telle serait « l'utilité » d'un régime démocratique, telles en seraient les limites.

### *Le droit international*

Depuis le début de cette crise, la référence au droit sonne faux. Rares sont les auteurs qui ont eu le courage de se référer aux intérêts, ce qui aurait été plus exact et plus convaincant. Car cette région souffre depuis des lustres d'un véritable mépris des résolutions internationales, des principes de la souveraineté, des règles primaires de non-ingérence dans les affaires d'autrui. Une douzaine de résolutions sur le Koweït ont, elles, eu un effet immédiat, l'autodétermination des Koweïtiens paraissant bien plus urgente que celle d'autres peuples en attente. Vérité au Golfe, erreur tout autour.

Il est donc nécessaire de rappeler, là aussi, l'essentiel. D'abord que si « *la guerre des alliés est une guerre légitime, elle n'est pas la guerre des Nations Unies* » (celle prévue par sa Charte). L'expression est du secrétaire général de l'ONU et elle est irréfutable. Ensuite, que cette apparente soumission au droit est circonstancielle : il suffira que l'agresseur soit un membre permanent du Conseil pour que son droit de veto interdise la belle unanimité exercée contre l'Irak : les événements baltes sont survenus pour le démontrer, de surcroît, en pleine crise du Golfe. Enfin, cette application du droit est bien sélective : à défaut de montrer la même détermination sur d'autres conflits ouverts de la région, le manteau du droit y sera difficilement exportable à l'avenir.

En réponse à cette lancinante question venue de la région, on répondit que s'il fallait commencer quelque part, le cas du Koweït était, au vu de la brutalité de l'agression irakienne, le point de départ idéal. Soit. Combien de temps faudra-t-il maintenant attendre une illustration inédite de ce nouvel ordre mondial fondé sur le droit, des pressions sinon des sanctions contre d'autres occupants, d'autres expansionnistes ? Gagner la paix passe par la démonstration *a posteriori* qu'au Koweït le droit était plus qu'un habillage adroit des intérêts, rendu possible par la déconfiture de l'URSS. Sinon, la conclusion s'imposera toute seule : le droit ne pourra plus servir de référent et le Conseil de Sécurité sera perçu comme une simple chambre d'enregistrement au service du pôle international présentement dominant.

### *La prolifération*

On a assez parlé des armes terribles de Saddam Hussein et la résolution du Conseil vient parachever par l'automutilation ce que les bombardements avaient entamé : priver l'Irak des missiles (d'une portée supérieure à 150 kilomètres), des armes chimiques et bactériologiques et des ambitions nucléaires qu'il a pu avoir. Au vu de l'usage qui a été fait par l'Irak de ses « conquêtes technologiques » contre les populations civiles, mais non contre des armées adverses, une telle sévérité est bienvenue.

Est-ce-là le problème ? N'est-il pas plutôt dans le fait qu'au cours de la décennie qui se termine, une prolifération dangereuse de la technologie balistique et des armes de destruction massive s'est produite dans l'ensemble du Moyen-Orient, permettant à l'Irak d'utiliser le gaz, à la Libye d'envoyer deux malheureux Scud sur Lampédusa, à l'Arabie Saoudite d'acheter des missiles d'une portée de 4 500 kilomètres, à l'Iran d'avoir un arsenal chimique et un programme nucléaire peut-être plus avancé que celui de son voisin irakien et, *last but not least*, à Israël de développer un programme nucléaire, chimique, bactériologique, balistique, antibalistique et spatial à la fois ?

On vous répondra : il fallait commencer quelque part et l'Irak, ayant utilisé le chimique contre sa population et menacé de le faire contre Israël, était le candidat idéal pour imprimer une pause à cette prolifération. Soit. Mais aucun des programmes militaires avancés des autres pays de la région ne s'est arrêté du fait de la punition imposée à Bagdad. Au contraire, les Patriot ont fait une entrée commerciale triomphale, les Nord-Coréens livrent des missiles encore plus avancés (Scud C) à la Syrie, les programmes iraniens vont leur train et Israël exige tout et ne se prive de rien.

La punition infligée à l'Irak ne saurait faire l'économie d'un moment de réflexion sur ce constat : l'Europe s'est implicitement résignée à ce que les armes balistiques et de destruction massive fleurissent dans son environnement le plus immédiat. Cette contiguïté géographique devrait faire réfléchir, comme elle a pu paniquer les habitants du Midi qui s'étaient posé la question de savoir si les missiles irakiens pouvaient atteindre la côte d'Azur. La question n'est pas aussi naïve que cela. La vérité est que Saddam Hussein n'était pas un potentat fou d'armes, mais un dirigeant du Moyen-Orient engagé, tout comme ses voisins, dans une course aux armements de plus en plus dangereuse qui infeste une région dont, pour son malheur, elle a les moyens financiers de se doter et les conflits interminables pour justifier ces dépenses.

A ce problème régional, il n'est de solution que régionale : freiner la course, en modernisant et en généralisant au possible le régime sur l'exportation de la technologie balistique. A terme, la dénucléarisation de la région est souhaitable et encore, sans doute, possible. A défaut, une solution où la sanctuarisation nucléaire exclusive d'Israël serait échangée contre son retrait des territoires occupés serait envisageable. Mais il n'y a rien de pire que cette course désordonnée, rendue possible par les recettes pétrolières et l'aide extérieure et maintenant voilée par la punition exclusive de l'un des coureurs. Le seul calcul de l'aide militaire américaine à Israël et à l'Égypte contre leur signature des accords de Camp David en 1978 devrait donner à réfléchir sur le sens effectif de certaines paix.

### *La richesse*

Saddam Hussein s'est posé en Arsène Lupin ; les pays du Golfe lui ont rappelé, à raison, qu'un dilapidateur aussi irréfléchi des richesses de son pays (et accessoirement des leurs) ne pouvait s'autodésigner avocat des pauvres. La polémique est fermée. Le problème, là aussi, reste entier. Égyptiens et Syriens ne sont pas moins sensibles à ce discours que les Irakiens ou les Jordaniens. La redistribution des richesses est d'ailleurs une revendication antérieure à l'affaire du Koweït et qui lui survivra.

Nous avons rappelé plus haut que cette richesse est fortement entamée par la guerre. Mais deux problèmes subsistent. Le premier est objectif : on ne peut raisonnablement faire coexister si près l'un de l'autre des pays aussi pauvres que le Soudan et la Somalie et aussi riches que le Koweït et les Emirats arabes unis. Le second est idéologique : la culture politique locale est si profondément marquée par l'existence d'une légitimité supérieure (arabe et/ou islamique) à celle des États modernes que le garçon de café égyptien ou tunisien se considère quelque part comme co-proprétaire d'un pétrole que la volonté divine a placé dans certains secteurs du monde arabe et islamique plutôt que dans d'autres.

A ce double problème, les pays pétroliers ont répondu par des transferts financiers, plus ou moins réguliers, généreux ou conditionnés et, indirectement, par les transferts des travailleurs immigrés vers leur pays d'origine. Mais ces doubles transferts se sont amenuisés avec la chute des recettes pétrolières à partir de 1983 alors que le reste de la région connaissait le mélange d'explosion démographique, d'urbanisation chaotique et de récession que l'on sait. Au-delà d'un relèvement sans doute souhaitable des prix pétroliers, il ne s'agit pas uniquement de rétablir ces flux financiers intra-régionaux, mais d'une opération bien plus complexe. L'objectif devrait être de favoriser l'aide par voie multilatérale plutôt que l'aide bilatérale fortement politisée ; de ne pas pénaliser les peuples pour l'attitude de leurs gouvernements durant cette crise, ce qui est une tentation aujourd'hui dominante dans le Golfe ; de favoriser l'investissement, notamment privé, plutôt que les simples déboursements gouvernementaux.

L'essentiel est dans la finalité de cette aide : les pays du Golfe ont contribué, par leur « aide », à la constitution d'énormes machines militaro-sécuritaires dans la région, ce qui a bloqué la démocratisation sans œuvrer au développement économique des pays qui en avaient « bénéficié ». L'une de ces machines (l'irakienne) vient d'être utilisée contre l'un de ses créateurs (le Koweït).

Reste à savoir si les pays du Golfe en tireront la conclusion qu'il faut : réorienter leur aide vers le développement et non, comme ils sont tentés de le faire, répudier le principe même de leur contribution à un développement régional intégré. Les pays occidentaux qui viennent de libérer le Koweït sont dans une position privilégiée pour le leur suggérer.

L'Occident triomphant le fera-t-il ? L'inspiration kissingérienne est trop perceptible dans la démarche de George Bush pour oser l'espérer vraiment. S'il est difficile, à l'heure actuelle, d'avancer des chiffres, l'histoire dira peut-être un jour que les bombardements américains ont détruit l'Irak et que, ce faisant, ils ont suscité une rébellion et une répression internes qui auront tué plus de civils (peut-être même plus d'Irakiens tout court) que la guerre elle-même. L'histoire dira peut-être aussi qu'entre trois formules possibles (faire agir des sanctions de plus en plus contraignantes contre l'Irak, marcher sur Bagdad ou frapper l'Irak et s'arrêter pour y « observer » une guerre civile sanglante), l'Administration Bush a écarté la première et la plus sage, évité la seconde et la plus osée et adopté la troisième, probablement la pire. Les pages qui précèdent ont voulu rappeler non seulement qu'un tel gâchis était évitable, mais aussi qu'il pouvait encore être réparé.